

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Fondation CESDDA « Paulin Andrieu »
Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et
Déficients Auditifs

25 Rue des Trente Six Ponts
31400 TOULOUSE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Bonnefoy & Associés

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 1 000 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Midi Pyrénées et membre
de la Compagnie régionale de Toulouse
RCS Toulouse 798 286 498
1 Rond-point de Flotis
31240 Saint Jean - France

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Fondation CESDDA « Paulin ANDRIEU »

Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et Déficients Auditifs

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation CESDDA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'appréciation suivante qui, selon notre jugement professionnel, a été la plus importante pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Le paragraphe « Concours publics et subventions » de l'annexe détaille les ressources par nature. Nous nous sommes assurés de leur réalité, notamment par rapprochement avec les notifications émises par les organismes tutelles et financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes

ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Jean, le 10 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

BONNEFOY & ASSOCIES



Patrick BONNEFOY
Associé

BILAN ACTIF

FONDATION C.E.S.D.D.A.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	78 478,97	74 892,49	3 586,48	7 808,43
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	7 803 018,27	3 254 783,95	4 548 234,32	4 786 921,00
Installations techn., matériel et outil. ind.	392 372,33	334 147,62	58 224,71	46 223,13
Autres	728 423,95	477 263,82	251 160,13	205 421,76
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	6 421,23		6 421,23	6 421,23
TOTAL (I)	9 008 714,75	4 141 087,88	4 867 626,87	5 052 795,55
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	43,00		43,00	923,29
Créances reçues par legs ou donations				553,00
Autres	128 374,67		128 374,67	138 977,65
Valeurs mobilières de placement	3 038 028,96		3 038 028,96	2 037 689,75
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 567 390,91		1 567 390,91	2 288 850,65
Charges constatées d'avance	71 265,11		71 265,11	60 159,89
TOTAL (II)	4 805 102,65		4 805 102,65	4 527 154,23
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	13 813 817,40	4 141 087,88	9 672 729,52	9 579 949,78

BILAN PASSIF

FONDATION C.E.S.D.D.A.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 698 069,33	1 698 069,33
Fonds propres complémentaires	83 667,41	71 367,41
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 515 958,14	1 461 926,00
Autres		
Report à nouveau	451 423,12	211 449,04
Excédent ou déficit de l'exercice	148 833,90	268 769,89
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>3 897 951,90</i>	<i>3 711 581,67</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	467 248,28	496 451,02
Provisions réglementées	1 481 441,29	1 440 911,84
TOTAL (I)	5 846 641,47	5 648 944,53
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	743 998,15	738 802,50
TOTAL (II)	743 998,15	738 802,50
PROVISIONS		
Provisions pour risques	214 681,00	250 766,00
Provisions pour charges	614 034,30	429 460,12
TOTAL (III)	828 715,30	680 226,12
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 371 561,28	1 445 745,45
Emprunts et dettes financières diverses	10 107,34	10 027,34
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	196 818,38	237 351,05
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	552 586,84	552 291,74
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 409,75	10 020,70
Autres dettes	117 891,01	169 141,05
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		87 399,30
TOTAL (IV)	2 253 374,60	2 511 976,63
Ecarts de conversion passif	(V)	
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 672 729,52	9 579 949,78

COMPTE DE RÉSULTAT

FONDATION C.E.S.D.D.A.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	96 167,38	100 198,70
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	5 453 197,11	5 282 815,53
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		976,75
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	52 977,27	53 436,99
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	8 099,74	9 790,43
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	5 610 441,50	5 447 218,40
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-14 179,80	-1 903,44
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 293 911,11	1 175 297,72
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	317 547,37	297 613,04
Salaires et traitements	2 371 891,64	2 227 247,91
Charges sociales	910 966,10	915 284,40
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	418 958,30	413 920,81
Dotations aux provisions	184 574,18	144 144,61
Reports en fonds dédiés	5 195,65	3 562,68
Autres charges	348,31	901,40
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	5 489 212,86	5 176 069,13
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	121 228,64	271 149,27
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	50 645,81	15 877,59
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	50 645,81	15 877,59
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	39 977,97	40 897,11
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	39 977,97	40 897,11
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	10 667,84	-25 019,52

COMPTE DE RÉSULTAT

FONDATION C.E.S.D.D.A.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	119 431,67	246 129,75
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	155 560,04	
Sur opérations en capital	36 721,40	46 361,94
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	35 833,37	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	228 114,81	46 361,94
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 757,39	
Sur opérations en capital	100 518,42	891,81
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	108 901,58	22 829,99
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	211 177,39	23 721,80
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	16 937,42	22 640,14
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	5 889 202,12	5 509 457,93
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	5 740 368,22	5 240 688,04
EXCÉDENT OU DÉFICIT	148 833,90	268 769,89

Annexe au bilan avant affectation, dont le total est de 9 672 729 euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dégageant un Excédent pour l'établissement avant affectation des déficits antérieurs de + 213 800 euros ainsi qu'un déficit en gestion associative de – 68 045 euros et un excédent sur la location de + 3 079 euros soit au total un Excédent sur la fondation de + 148 833 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

PREAMBULE

En 1826, l'Abbé CHAZOTTE crée « L'Institut des Sourdes et Muettes de Toulouse ».

Le 8 avril 1931, par décret ministériel, il devient Fondation reconnue d'utilité publique.

Le décret du 12 décembre 1968 approuve les modifications des statuts de la Fondation et désormais l'établissement prend le nom de « Centre d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs » (C.E.S.D.A.).

L'arrêté du 1er Mars 2010 modifie l'agrément de l'établissement pour y intégrer l'accueil d'enfants dysphasiques. Il s'intitule désormais « Centre d'Education Spécialisée pour Dysphasiques et Déficients Auditifs » (C.E.S.D.D.A.).

La Fondation a en parallèle revu ses statuts :

Proposer aux jeunes accueillis « une scolarité, une prise en charge spécialisée, un accompagnement et des soins adaptés principalement à une population de déficients auditifs et dysphasiques avec ou sans troubles associés, et éventuellement à une population présentant d'autres types d'handicap plus spécialement de Toulouse, de la Haute-Garonne et des départements du Sud-Ouest ».

Le CESDDA offre régionalement (Occitanie, Nouvelle Aquitaine) un accompagnement aux enfants, adolescents et jeune adultes déficients auditifs.

Le CESDDA inscrit son action dans la prise en charge et l'accompagnement des enfants, adolescents et jeunes adultes en tenant compte de leur personnalité, de leur histoire, de leur vécu et des interactions avec leur vie affective, leur potentialité cognitives, leurs relations familiales et sociales.

Le crédo du CESDDA est :

- Accueillir, Eduquer, Soigner, Accompagner ;
- Communiquer et l'Intégration ;
- Devenir citoyen.

Le CESDDA accueille un public atteint de :

- Surdité ;
- TSA & Dysphasie ;
- Handicap associé.

Enfin, le CESDDA est une organisation de 80 professionnels : Professeurs spécialisés, Psychiatres, Psychologues, Orthophonistes, Psychomotriciens, infirmières, assistantes sociale... et un ensemble de bénévoles réunis autour du Président de la Fondation **M. Patrick GARRIGOU** et de son conseil d'administration.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité ont été arrêtés au 31/12/2023.

Les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- La valeur comptable des actifs et passifs
- La dépréciation des créances
- La dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- La dépréciation des stocks
- Le chiffre d'affaires.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1 – Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que des règlements CRC 99-03 du 29/04/1999 relatifs à la réécriture du Plan Comptable Général 2005 et du règlement CRC 99-01 du 16/02/1999 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations applicables à la clôture de l'exercice.

Il est fait application des règlements n° 2002-10 et n° 2004-06 du CRC en ce qui concerne les immobilisations acquises antérieurement au 1^{er} janvier 2007.

Les amortissements rejetés par l'autorité de tarification font l'objet d'une inscription au compte « 116100 – Amortissements comptables excédentaires ».

Il est fait application des règlements ANC n° 2018-06 du 05/12/2018 et ANC n° 2019-04 du 08/11/2019.

2 – Permanence des méthodes

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Evaluation des éléments d'actif à la méthode des coûts historiques ;
- Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie « administrative » édictée par l'organisme de tutelle ;
- Evaluation des stocks et autres approvisionnements au dernier prix d'achat connu ;
- Evaluation des valeurs mobilières de placement à leur coût d'acquisition. Les dépréciations se font par voie de provisions pour tenir compte :
 - Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice ;
 - Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

3 – Engagements en matière de retraite

La fondation n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Par décision du Conseil d'Administration, il a été modifié la présentation des comptes annuels en 2021 en **provisionnant les indemnités de fin de carrière**. Au 31/12/2023, elles s'élèvent à **417 470 €**.

Hypothèses de calculs retenues :

- Départ à la retraite à la demande du salarié ;
- Méthode rétrospective ;
- Taux de rotation du personnel : 1 % (bas) ;
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux d'actualisation : 3.20 % (Inflation comprise) – OAT 30 ans
- Table de mortalité : 2008/2010 INSEE PROVISOIRE

4 – Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

1 – Etat des immobilisations

		Valeur Brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
Autres Poste d'immobilisations incorporelles	TOTAL	77 641		838
Constructions sur sol propre		3 782 207		204 321
Installations générales, agencements aménagements des constructions		4 327 846		
Installations techniques, Matériels et outillage industriel		379 614		27 828
Installations générales agencements aménagements divers		1 500		
Matériel de Transport		151 974		66 193
Matériel de Bureau et informatique, Mobilier		473 628		35 128
	TOTAL	9 116 769	-	333 471
Immobilisations en-cours		-		-
	TOTAL	-		-
Prêts, autres immobilisations financières		6 421		
	TOTAL	6 421		-
	TOTAL GENERAL	9 200 831	-	334 308

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice
		Poste à Poste	Cessions	
Autres Poste d'immobilisations incorporelles	TOTAL			78 479
Constructions sur sol propre		-	509 856	3 476 672
Installations générales, agencements aménagements des constructions			1 500	4 326 346
Installations techniques, Matériels et outillage industriel			15 070	392 372
Installations générales agencements aménagements divers				1 500
Matériel de Transport				218 167
Matériel de Bureau et informatique, Mobilier				508 756
	TOTAL	-	526 426	8 923 814
Immobilisations en-cours				-
	TOTAL	-		-
Prêts, autres immobilisations financières				6 421
	TOTAL		-	6 421
	TOTAL GENERAL	-	526 426	9 008 714

ANNEXE**2 – Etat des amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie « administrative » établie par l'organisme de tutelle.

Autres immobilisations incorporelles :	1 an
Constructions sur sol propre :	5 à 65 ans
Installations générales, agencements aménagements construc. :	10 à 20 ans
Installations techniques, Matériel et outill. Industriel :	3 à 10 ans
Matériel de transport :	5 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique, mobilier :	5 à 10 ans

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres Poste d'immobilisations incorporelles	TOTAL	69 833	5 059		74 892
Constructions sur sol propre		1 851 840	162 596	468 107	1 546 329
Installations générales, agencements aménagements des constructions		1 471 293	238 723	1 560	1 708 455
Installations techniques, Matériels et outillage industriel		333 391	15 826	15 070	334 148
Installations générales agencements aménagements divers		1 004	1 303		2 307
Matériel de Transport		76 869	19 039		95 908
Matériel de Bureau et informatique, Mobilier		343 808	35 241		379 049
	TOTAL	4 078 205	472 728	484 737	4 066 196
	TOTAL GENERAL	4 148 038	477 787	484 737	4 141 088

Ventilations des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres Poste d'immobilisations incorporelles	TOTAL	5 059			
Constructions sur sol propre		162 596			
Installations générales, agencements aménagements des constructions		238 723			
Installations techniques, Matériels et outillage industriel		17 129			
Matériel de Transport		19 039			
Matériel de Bureau et informatique, Mobilier		35 241			
	TOTAL	472 728			
	TOTAL GENERAL	477 787			

3 – Tableau des variations des fonds associatifs**a) – Résultat sous contrôle de tiers :**

▪ Résultat administratif 2021 :	+ 75 000 €
▪ Résultat administratif 2022 :	+ 394 072 €

b) – report à Nouveau :

▪ Dépenses congés Payés :	+ 68 198 €
▪ Report à Nouveau Débiteur Location :	- 83 405 €
▪ Dépenses refusées ARS :	- 112 866 €
▪ Excédent affec. Mesures exp :	+ 110.424 €

ANNEXE

c) – Subventions d'investissement :

	Début d'exercice	Augmentation	Reprise	Qp virée au résultat	Fin d'exercice
Investissements taxe apprentissage	-				-
Travaux Gymnase & Atelier	-				-
Subvention matériel médical	-				-
Subvention Investiss. PAI	374 745	19 723		59 171	335 297
Subvention Investis. CCAH	267 960			136 009	131 951
TOTAL	642 705	19 723	-	195 180	467 248

La quote part virée au résultat représente les amortissements cumulés sur les actifs acquis grâce aux différentes subventions ci-dessus.

d) – Legs et donations :

Suivi des Legs et Donations	Montant en début d'exercice	Legs & Donations Acceptés	Reprise exercice	Montant en fin d'exercice
Legs et Donations sans droit de reprise	71 367	12 300		83 667
TOTAL	71 367	12 300	-	83 667

La fondation a reçu et accepté des legs et donations sans droit de reprise sur l'exercice 2023 à hauteur de 12 300 €. L'ensemble des legs et donations sans droit de reprise depuis la création de la fondation s'établit à 83 667 € au 31/12/2023.

e) – Autres provisions pour risques

Le CESDDA a été l'objet d'un contrôle URSSAF en 2014 pour la période du 01.01.2012 au 31.12.2013. L'inspecteur de l'URSSAF constate et conclut dans ses réponses qu'il existe des salariés bénéficiant de 18 jours de congés supplémentaires conventionnels, travaillant 1.456 heures par an et des salariés bénéficiant de 9 jours de congés supplémentaires conventionnels, travaillant 1.519 heures par an. Il conclut que les bases à réduction Fillon doivent être modifiées et par conséquent les réductions Fillon doivent être réduites car ils ne travaillent pas à « temps plein ». Il n'a pas eu de redressement mais un avertissement pour la rectification desdites réductions. La provision pour risques s'élève au 31/12/2023 à **214.681 €**

f) – CITS « Provisions pour Autres charges »

Le *crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires (CITS)* a pour objectif de favoriser l'emploi dans les secteurs non lucratifs. La provision pour autres charges (CITS) s'élève au 31/12/2023 à : **56.864 €**

g) Autres provisions pour charges

En 2023, il a été constitué une provision pour charges d'un montant de **11 000 €** et liée à la nouvelle réglementation en vigueur concernant les congés payés dus durant les périodes d'arrêts maladie. De plus, lors de la prise des congés payés, la comparaison entre le maintien de salaire et les 10% n'a jamais été calculée. Une provision pour charges a été comptabilisée pour **80 700 €**. Enfin, en 2022, une provision de **48 000 €** avait été constituée pour les personnes ne bénéficiant pas des indemnités Ségur. Au 31/12/2023, le montant total des autres provisions pour charges s'élève à **139 700 €**

ANNEXE

Synthèse :

	Montant début d'exercice	Affec. Résultat & Retrait.	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Fonds statutaires	1 408 102		-		1 408 102
Fonds statutaires associatifs	289 967				289 967
TOTAL	1 698 069				1 698 069
Legs et donations	71 367		12 300		83 667
Réserves excédents investissements	706 866		- 0		706 866
Réserves trésorerie	310 441				310 441
Réserv.compensation Services	309 802		36 334		346 136
Réserv.compensation Charg. Amort.	134 817		25 000	7302	152 515
TOTAL	1 533 293	-	73 634	7 302	1 599 625
Report à nouveau Gestion associative	- 12 935		- 12 735		- 25 670
Report à nouveau Paulin Andrieu Location	- 47 801		- 9 935		- 57 736
Dépenses ARS Refusées	- 112 867	-			- 112 867
Dépenses congés payés	95 788			27 589	68 199
Report à nouveau sous contrôle ARS 2022	-		394 073		394 073
Report à nouveau sous contrôle ARS 2021	75 873	-	75 000	75 873	75 000
Excédent Affec. Réduc. Charges emploi	50 000			50 000	-
Excédent Affec. Réduc. Charges	85 504			85 504	-
Financement Mesures d'ex.	110 424				110 424
Résultat Gestion Associative	- 12 935		- 68 045	- 12 935	- 68 045
Résultat Etablissement CESDDA	291 440		213 800	291 440	213 800
Résultat Paulin Andrieu Location	- 9 935		3 079	- 9 935	3 079
Subvention d'investissement	496 451	-		29 203	467 248
Prov. Règlementées renouvel. Immobilis.	951 411	-		23 333	928 078
Prov. Règlementées renouvel. Immobilis. PPI	212 500			12 500	200 000
Prov. Règlementées PV Actifs immobilisés	36 269		58 317		94 586
Prov. Règlementées Reserv. PV Actifs circulants	208 192		50 583		258 775
Prov. Pr Litiges	214 681				214 681
Pprov. Risques Retraites	324 596		92 874		417 470
Autres Prov.Pour Charges	48 000		91 700		139 700
Autr. Prov.Pour Charg.Exploitation (CITS)	56 864				56 864
TOTAL	3 061 520	-	888 711	572 572	3 377 659
TOTAL GENERAL	6 292 882	-	962 345	579 874	6 675 353

4 – Fonds dédiés

Les fonds dédiés LESPINET concernent un financement de la DDASS dans le cadre de la construction puis l'acquisition par bail emphytéotique de 50 ans de l'internat de LESPINET par la société PROMOLOGIS.

	Début d'exercice	Réaffectation	Engagement à Réaliser	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés LESPINET	721 810		3 563	724 605
Fonds dédiés Crédits non reconductibles	16 992		2 400	19 392
TOTAL	738 802	-	5 963	743 997

ANNEXE**5 – Etat des Créances**

Etat des Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres Immobilisations financières	6 421	6 421	
Autres créances clients	128 417	128 417	
Débiteurs divers	-	-	
Charges constatées d'avance	71 265	71 265	
TOTAL	206 103	206 103	-

6 – Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 An	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	1 371 561	73 969	295 876	1 001 716
Emprunts et dettes financières divers	10 107	10 027		
Fournisseurs et comptes rattachés	196 818	237 351		
Personnel et comptes rattachés	247 632	247 632		
Sécurité sociale et autres organismes	259 787	259 787		
Taxe sur la valeur ajoutée	4 700	4 700		
Autres impôts taxes et assimilés	40 464	40 464		
Autres dettes	117 891	117 891		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	2 248 960	991 821	295 876	1 001 716
Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	73 969			

7 – Charges et produits constatées d'avance

Charges d'exploitation : 71 265 €

Produits d'exploitation :

8 – Charges à payer

Charges à Payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 295
Dettes fournisseurs et comptes attachés	22 729
Dettes fiscales et sociales	360 354
Autres dettes	1 441
TOTAL	388 819

9 – Produits à Recevoir

Produits à Recevoir	Montant
Autres créances	1 166
TOTAL	1 166

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Nature	Montant
Dotation globale	5 365 797
Prix de journée Département	87 399
Autres prestations	96 167
TOTAL	5 549 363

AUTRES INFORMATIONS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS**1 – Engagements financiers donnés**

Engagement sur bail emphytéotique initial à PROMOLOGIS : 7.269.823,00 €

Il est à noter que l'emprunt couvrant le bail emphytéotique donné pour LESPINET auprès de la société PROMOLOGIS est indexé sur le taux de rémunération du livret A.

Toute évolution du taux du livret A aura une incidence sur le loyer demandé par PROMOLOGIS.

2 – Effectif moyen

Catégorie	Engagement
Cadres	9
Agents de maîtrise & Tech.	53
Employés	1
Ouvriers	7
Apprentis sous contrat	-
TOTAL	70

4 – Rémunérations des 3 dirigeants et cadres les mieux rémunérés sur l'année 2023 :

- Directeur et Cadres 161 107 €